

La cohésion sociale à l'épreuve
de la crise planétaire

Conférence de Moscou 26-27 février 2009

LA COHESION SOCIALE

A L'EPREUVE DE LA CRISE PLANETAIRE

Nous voici réunis pour trouver les moyens d'améliorer la cohésion sociale dans nos pays. Or la cohésion sociale dans un pays est d'autant plus grande que les citoyens se font confiance mutuellement, que la justice est pratiquée à l'égard des plus pauvres dans l'échelle sociale et que les institutions jouent bien leur rôle.

Mais nous sommes actuellement aux prises avec une crise redoutable qui se révèle être une dangereuse mise à l'épreuve de cette confiance indispensable à la pratique d'une bonne cohésion sociale. La crise que nous traversons, telle une marée montante, se répand sur toute la planète, en engendrant de la défiance, signe d'une confiance perdue. Ne pas en parler l'accélère, en trop parler l'universalise. Au vu du dérèglement du système bancaire qui ne peut reposer que sur une base « fiduciaire » c'est-à-dire de confiance mutuelle, c'est le spectre de la crise de 1929 qui hante l'imaginaire de nos contemporains. Mais le monde d'aujourd'hui n'est plus le même. Il est devenu plus divers et complexe dans ses techniques et la sophistication de ses outils. Sous les traits d'une mathématique financière aux procédés inventifs et audacieux, un nouveau moloch, apparu dans les dernières décennies, vient de s'empêtrer dans ses propres filets et peut entraîner l'économie réelle vers un gouffre dont l'ampleur est encore difficile à mesurer. Des produits toxiques et aujourd'hui dévalués traînent dans les bilans des banques qui ne savent comment s'en débarrasser sans courir à la faillite. Ces actifs dévalorisés sont mêlés à des actifs sains. Les seconds sont sous la menace d'être contaminés par les premiers. Cette situation entraîne beaucoup de méfiance dans le public mais avant tout entre les banques elle-mêmes qui demeurent dans une expectative paralysante. Les Etats volent à leur secours, mais le risque est qu'ils accumulent des dettes énormes qui vont peser lourdement sur l'avenir des générations montantes. Quand la jeunesse est ainsi négligée, c'est un pan entier de la cohésion sociale qui est mis en péril pour une longue durée.

La crise n'est plus seulement bancaire, elle devient économique avec des entreprises manquant de crédits pour poursuivre leur développement et contraintes de condamner leurs salariés au chômage. La morosité actuelle manifeste que la crise devient morale en engendrant pessimisme et découragement, spécialement chez les plus démunis des individus ou des nations. La crise frappe à l'interne dans chaque pays et à l'externe la planète entière dans ses échanges. Les nouvelles reçues chaque jour précisent que la

situation risque d'empirer dans les prochains mois et nul ne sait encore bien comment redresser la barre, surtout si l'on veut éviter le retour au protectionnisme d'antan.

L'idéologie qui nous enveloppait au cours des dernières décennies est déconsidérée et elle ne trouve plus de défenseurs officiels. Grisée par la chute du monde communiste en 1989, elle avait la prétention de prôner un ultralibéralisme qui se faisait fort d'unifier le monde en supprimant toutes les régulations qui risquaient de retarder une marche en avant qui se voulait triomphale et exemplaire. Ses thuriféraires la montraient soupçonneuse devant toute intervention de l'Etat appelé à devenir un simple « allumeur de réverbères » selon une vision bien naïve qui faisait sourire au XIX^e siècle. Certains en profitèrent pour se prosterner devant le veau d'or en accumulant les primes et les « parachutes dorés » de toutes sortes. Nous n'avons pas fini d'encaisser les effets désastreux de cette erreur anthropologique dans la conduite des affaires humaines où l'économie se voulait le seul maître des situations. On en voit aujourd'hui les résultats : aggravation du sort des classes démunies et des pays prolétaires, déstabilisation des classes moyennes, financiarisation du monde des entreprises, écart des banques par rapport à leurs missions traditionnelles, diminution des recettes d'exportation, appât du gain pour soi-même qui fait renoncer à poursuivre des objectifs de long terme. C'est outre-Atlantique, dans ce temple du capitalisme que sont devenus les Etats-Unis, qu'a commencé ce tsunami d'un genre nouveau. Désormais, chaque jour apporte son lot d'inquiétudes et nul ne peut encore dire quand finira ce cauchemar. La confiance est à retrouver à tous les niveaux pour faire repartir la machine économique. Tout le jeu de la cohésion sociale s'en ressent et la tâche des politiques, pour la mettre en œuvre, devient particulièrement difficile

La confiance est d'autant plus nécessaire pour la cohésion sociale et la solidarité internationale que nous vivons dans un système mondialisé « asymétrique » où s'échangent quotidiennement des signes immatériels dont le volume gigantesque fait pâlir celui des échanges en marchandises et services réels qui ont pourtant eux aussi beaucoup grossi. Comme le remarque le *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise catholique* : « Le développement de la finance, dont les transactions ont largement dépassé en volume les transactions réelles, risque de suivre une logique toujours plus autopréférentielle, sans lien avec la base réelle de l'économie » (N° 368). Ce même Document en appelle à la nécessité de promouvoir, dans de telles situations, un « nouveau cadre normatif ». « La prolifération rapide de nouveaux instruments financiers sophistiqués rend on ne peut plus urgent de trouver des solutions institutionnelles... » (N° 369). De tels appels n'ont pas été entendus en leur temps et le dogme du « tout marché » s'est effondré, faute d'avoir voulu accepter la nécessité d'une régulation à la hauteur des enjeux en présence. Au moment de la décomposition de l'idéologie communiste en 1989, un conseiller de Gorbatchev avait averti les occidentaux : Vous avez gagné, disait-il en substance. Mais attention à la fragilité d'un système capitaliste qui a perdu son concurrent principal et qui va donc vivre désormais dans l'ivresse d'une expansion économique sans contrôle.

Mais ce n'est pas le moment de baisser les bras. Toute crise offre des chances nouvelles, pour que chacun reprenne le sens des responsabilités et qu'on y oblige les récalcitrants. Nous devons en sortir « par le haut » et accepter de changer. Nous savons que dans la langue chinoise, le mot « crise » est la combinaison de deux caractères « wei » et « ji »

qui marient « danger » et « opportunité ». La crise peut-être l'occasion de repartir sur un nouveau pied, avec de nouvelles règles nationales et l'invention d'autres régulations au plan international. Comme dans toute crise, la liberté de penser reprend ses droits et s'étonne de la fascination ancrée chez certains pour de prétendues lois déterministes dans l'histoire. Pour les « hommes de bonne volonté » nombreux en tous pays, cette déconnexion de vieux clichés n'est-il pas le signe de l'apparition d'un temps nouveau dans lequel peuvent être déliés les êtres et libérées les potentialités humaines ? Pour Hannah Arendt, le propre de la politique n'est-il pas de permettre le surgissement entre les hommes d'un « inattendu » et d'un « inespéré » jusque là insoupçonnés ?

Travailler à restaurer la confiance, c'est aussi relire quelques pages significatives qui parsèment les encycliques où se trouve enchâssée la pensée sociale de l'Eglise catholique depuis plus de cent ans. Dans *The Economist* du 27 septembre 2008, un journaliste souligne que l'encyclique de Pie XI *Quadragesimo Anno* a été écrite en 1931, c'est à dire au moment de la crise économique si souvent évoqué aujourd'hui. Le pape de cette époque en appelait déjà à une régulation des pouvoirs économiques par l'Etat en vue de réaliser un bien commun plus ouvert à tous les partenaires de la vie économique (N° 27-28).

Jean-Paul II n'a-t-il pas été entendu, lorsqu'il s'interrogeait en 1991 dans *Centesimus Annus* sur la pertinence du capitalisme après l'échec du communisme ? Selon lui, la réponse est positive s'il s'agit de mettre en place une économie non administrée. Mais elle devient négative si par « capitalisme » on entend « un système où la liberté dans le domaine économique n'est pas encadrée par un contexte juridique ferme qui la met au service de la liberté humaine intégrale et la considère comme une dimension particulière de cette dernière, dont l'axe est d'ordre éthique et religieux » (N°42).

En somme, la crise vient nous rappeler que, pour construire les fondements d'une cohésion sociale responsable, il importe de considérer la liberté économique non comme un tout mais comme une partie d'un ensemble. Celle-ci ne saurait donc être propriétaire de la totalité de la liberté de l'homme. Elle a besoin de s'appuyer sur d'autres libertés fondamentales inscrites au cœur de l'homme. Pour ne pas éroder la cohésion sociale, elle doit accepter la nécessité d'une régulation juridique, d'un contrôle politique, d'une soumission à des règles précises. Elle ne peut vivre dans la durée que si elle se plie à des finalités éthiques dont on trouve des fondements précieux dans la sagesse des peuples et les propositions des religions. Pour restaurer la confiance et renforcer la cohésion, il est précieux de puiser dans ces trésors souvent méconnus qui existent dans toutes les cultures et dans les textes de la tradition juive et chrétienne.

S.E Monseigneur Antonio Mennini, Nonce à Moscou,